

UTILISATION DES MOYENS DE L'ÉTAT DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

La mise en garde de Derbal

Dans sa conférence donnée hier au Conseil de la nation, le président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections, Abdelouahab Derbal, a mis en garde contre l'utilisation des moyens de l'Etat dans la campagne électorale des législatives de mai prochain.

Lyès Hallas - Alger (Le Soir) - Intitulée : «Entre garanties de transparence et exigences de diffusion de la culture électorale», la conférence de Abdelouahab Derbal se voulait surtout pédagogique. Il est ainsi revenu sur les textes fondateurs de l'instance, l'amendement constitutionnel de février 2016 qui l'a instituée et la loi organique fixant sa composition, les modalités de son fonctionnement et ses prérogatives. Et ce, pour dire que l'instance est autonome et se trouve à égale distance entre l'administration et

les partis politiques.

Et, qu'elle dispose d'une panoplie d'outils juridiques pour surveiller le processus électoral depuis la convocation du corps électoral, et ce, jusqu'à l'annonce des résultats du scrutin. «Ce n'est pas une commission provisoire mais une instance permanente dont le mandat de ses membres est de cinq ans. Elle constitue une pierre dans l'édifice démocratique en construction», a-t-il déclaré.

Dans ce contexte, Derbal a indiqué que son instance qui a



Abdelouahab Derbal.

pour prérogative y compris d'arbitrer d'éventuels conflits entre les parties prenantes dans une élection et prononcer des décisions

qui sont irrévocables, la surveillance qu'elle exerce s'étend à toutes les facettes du processus électoral et veille au déroulement

du scrutin dans des conditions optimales de transparence et loin de toutes formes de fraude.

Et de citer comme exemple, l'utilisation des moyens de l'Etat dans la campagne électorale. A ce sujet, il a estimé que c'est une question morale avant d'être pénale.

«Je dis aux responsables candidats aux élections qu'il est immoral de solliciter les votes des citoyens pour servir l'intérêt général et utiliser les moyens de l'Etat à des fins personnelles pour promouvoir leurs candidatures. En tout cas, la loi l'interdit et nous n'hésiterons pas à utiliser les moyens juridiques dont nous disposons pour enclencher des poursuites», a-t-il déclaré.

L. H.

FICHER ÉLECTORAL

Le département de l'intérieur décidé à enrayer les doubles inscriptions

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales prépare activement les prochaines élections législatives prévues le 4 mai 2017.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Hier, le secrétaire général du ministère, Hocine Mazouzi, a réuni au siège de la Wilaya d'Alger, les élus locaux et les employés de l'administration des régions du Centre afin de les mettre au parfum des nouvelles dispositions concernant la loi électorale. Cette rencontre est la 7^e d'une série de rencontres régionales dédiées à la prépara-

tion humaine et matérielle des prochaines élections législatives. En effet, ces rencontres régionales ont vu la participation des SG des communes, les chefs des daïras, les directeurs de régulation (Drag) ainsi que les SG des wilayas.

A cette occasion, M. Mazouzi a mis l'accent sur la préparation car, dit-il, tout manquement aura des répercussions sur le déroule-

ment des élections. L'occasion aussi pour le représentant de Noureddine Bedoui de rassurer les partis politiques engagés dans la course sur les anomalies constatées sur les listes électorales, notamment la double inscription. «Chaque année, il y a une révision ordinaire (du fichier électoral, Ndlr) et avant chaque joute électorale, il y a une révision exceptionnelle.

Cette année, et dans le cadre de la modernisation initiée par notre département, nous avons utilisé les moyens modernes», a

indiqué M. Mazouzi en marge de la rencontre à laquelle a pris part le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. Parmi les mesures nouvelles prises, M. Mazouzi a cité l'opération qui a consisté à faire un croisement entre le fichier national de l'état civil et le fichier des personnes décédées.

Les services du ministère ont ainsi introduit dans la liste électorale le numéro de l'acte de naissance. De sorte à éviter que des personnes aient leurs noms doublement inscrits. Aussi, les fonctionnaires et les différents interve-

nants ont été appelés à interagir positivement avec la Commission indépendante de surveillance des élections présidée par Abdelouahab Derbal en lui fournissant toutes les informations avec toute la célérité voulue.

Il faut savoir que cette commission entamera, dès ce 8 février, l'installation de ses premières permanences, tout en prévoyant d'achever l'opération sur tout le territoire d'ici le 16 février, a annoncé un cadre du ministère de l'Intérieur.

Y. D.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MAI

Sans observateurs étrangers ?

Il est loin le temps où la question de la présence d'observateurs étrangers aux scrutins occupait une place de choix dans le débat politique, une revendication directement liée à l'impératif de régularité et de transparence des élections.

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - Contrairement aux scrutins précédents, celui du 4 mai prochain «risque» de se dérouler sans la présence d'observateurs étrangers. Et pour cause, le sujet ne semble pas constituer une préoccupation de la classe politique, notamment les partis de l'opposition qui ne cessent de mettre le doigt sur l'impératif de la régularité et de la transparence des élections.

Ce qui ne semble pas relever, ceci dit, d'une quelconque «omission» d'une conviction partagée de tous quant à «l'inutilité» de telles missions étrangères au vu de leur incapacité à garantir, d'une part, la régularité des scrutins et, d'autre part, de par le risque de pressions et d'ingérence qu'elles charrient.

C'est ainsi que le député sortant et membre du bureau politique du Parti des travailleurs, Youcef-Ramdhane Taâzibt, estime que ces missions d'observa-

teurs étrangers «n'ont jamais servi à assurer la transparence des élections, rappelant que le parti n'a jamais eu à exiger cette présence, il soutient que parce que les élections sont algériennes, les garanties de leur régularité et de leur transparence doivent également être algériennes». Notre interlocuteur mettra le doigt sur la caution des fraudes récurrentes que ces observateurs étrangers ont toujours utilisée comme outil de chantage, eux qui, selon lui, «n'hésitent pas à taire ce qu'ils ont observé comme anomalies et irrégularités en contreparties de concessions».

Et à Taâzibt de rappeler, fort-à-propos, la dualité de ces missions, citant le cas de la mission d'observation de l'Union européenne à l'occasion des élections législatives du 10 mai 2012 qui n'avait rien dit ici en Algérie avant d'établir un rapport accablant une fois en dehors du pays». Le cadre

dirigeant du PT renouvellera le souhait que les élections législatives du 4 mai prochain puissent consacrer la «rupture d'avec les pratiques anciennes surtout qu'elles interviennent dans un contexte politique, économique, social et sécuritaire explosif aussi bien dans le pays qu'au niveau surtout régional».

Une appréciation que partage à bien des égards le RCD. Le chargé à la communication du parti estime que cette question de missions d'observateurs étrangers «n'aurait jamais été de mise s'il y avait cette haute instance de supervision et de gestion des élections dont le RCD avait fait son cheval de bataille avant que de larges pans de la classe politique n'en fassent sienne».

Pour Atmane Mazouz, «tout est dans cette revendication que le pouvoir a malheureusement pervertie en concédant une version polluée». Relevant que les observateurs étrangers «n'ont jamais eu à assurer la régularité» des scrutins auxquels ils ont été sollicités, se contentant d'un simple «acte de présence à valeur de caution», le responsable à la communication du



Pas d'observateurs étrangers pour les prochaines législatives.

RCD réitère l'appel du parti pour une «implication citoyenne» dans le processus de contrôle des élections pour faire face aux velléités de fraude.

Pour rappel, la mission d'observateurs de l'Union européenne forte de 150 membres à l'occasion des élections législatives du 10 mai 2012, et tout en soutenant «n'avoir observé aucune irrégularité significative» lors de ce scrutin alors que l'opposition dénonçait une «fraude massive», avait regretté «n'avoir pu accéder

au fichier électoral», exprimant le souhait que cette question du fichier électoral soit résolue à l'occasion de l'élection présidentielle d'avril 2014. Et parce que cette «recommandation» n'a pas été suivie d'effet, l'Union européenne n'a pas envoyé d'observateurs lors de ce dernier scrutin présidentiel. Elle a, néanmoins, pris le soin «d'emballer» cette absence, avançant un «retard dans l'invitation par le gouvernement algérien».

M. K.